



## FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP) RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME<sup>1</sup>

**PERIODE DU RAPPORT: DU JANVIER 2011 AU DECEMBRE 2011**

<p><b>Titre du Programme et Référence du Projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Titre du Programme: <b>Appui au Cycle Electoral 2010-2011 de la RCA</b></li> <li>Réf. du Programme (<i>le cas échéant</i>)</li> <li>Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:<sup>3</sup> <b>PBF/CAF/A-4</b></li> </ul>	<p><b>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques<sup>2</sup></b></p> <p>(<i>le cas échéant</i>) Pays/Localité République Centrafricaine/Tout le territoire national.</p>
<p><b>Organisation(s) Participante(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme : <b>UNDP</b></li> </ul>	<p><i>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques : <b>Gouvernance démocratique</b></i></p>
<p><b>Budget du Programme/Projet (US\$)</b></p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet: <b>USD 1, 500,000</b></p> <p>Contribution du Fonds<sup>4</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Par agence (le cas échéant)</i></li> </ul> <p>Contribution de(s) agence(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Par agence (le cas échéant)</i></li> </ul> <p>Contribution du Gouvernement (<i>le cas échéant</i>)</p> <p>Autres Contributions [donateur(s)] <b>USD 753,235</b> (<i>le cas échéant</i>) <i>Basket fund (8 partenaires)</i></p>	<p><b>Partenaires de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales.</li> </ul> <p>Commission Electorale Indépendante ; Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; Ministère de la Défense ; Haut Conseil à la Communication ; Cour Constitutionnelle ; et Comité de Pilotage pour l'appui au processus électoral de la RCA.</p>
	<p><b>Durée du Programme (mois)</b></p> <p>Durée totale (<i>mois</i>) : 5</p> <p>Date de démarrage<sup>5</sup> (<i>dd.mm.yyyy</i>) <b>26 avril 2010</b></p> <p>Date de clôture originale<sup>6</sup> (<i>dd.mm.yyyy</i>) <b>30 octobre 2010</b></p> <p>Date de clôture actuelle<sup>7</sup> (<i>dd.mm.yyyy</i>) <b>31 décembre 2011</b></p> <p>Est-ce que l(es) agence (s) a/ont fermé opérationnellement le programme dans son (leurs) système? <b>Oui X Non</b> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Date prévue de clôture financière<sup>8</sup>: <b>31 mars 2013</b></p>

<sup>1</sup> Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

<sup>2</sup> *Résultats Stratégiques*, tels que formulés dans le Plan Prioritaire, le document de projet ou le PMP (Cadre Global des Résultats Stratégiques du FCP);

<sup>3</sup> Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

<sup>4</sup> La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

<sup>5</sup> La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

<sup>6</sup> Tel qu'approuvé sur le document de projet originale par l'organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

<sup>7</sup> Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n'est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l'Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

<sup>8</sup> La clôture financière exige le retour des soldes non dépensés et la soumission de l'état financier final certifié ainsi que le rapport. ([Certified Final Financial Statement and Report](#)).

**TOTAL:** USD 17, 024,028

**Évaluation du Programme**

Évaluation Complétée

Oui  Non X Date: *dd.mm.yyyy*

Rapport d'Évaluation – Attaché

Oui  Non Date: *dd.mm.yyyy*

**Soumis par:**

- Nom: Anne-Marie Cluckers
- Titre: Directrice du Bureau du PNUD en RCA
- Organisation Participante ("Lead Agency"):
- Adresse e-mail: [anne-marie.cluckers@undp.org](mailto:anne-marie.cluckers@undp.org)

(ENCADRE À EFFACER AVANT SOUMISSION)

**Lignes directrices:**

Le modèle de rapport descriptif final est aligné sur le modèle standard du Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNDG) du 2003, qui est actuellement en cours de révision et est en ligne avec les directives du Manuel sur la gestion axée sur les résultats de l'UNDG (Octobre 2011). ([UNDG Results Based Management Handbook \(October 2011\)](#)). Le rapport final du programme devra être fourni après l'achèvement des activités comprises dans le document de projet approuvé, et fournir des informations sur les résultats globaux du programme, y compris la dernière année des activités.

Le système des Nations Unies s'efforce continuellement à produire des rapports axés sur les résultats. Le rapport doit démontrer comment les produits (outputs) ont collectivement **contribué à la réalisation des résultats (outcomes) convenus** dans le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) guidant les opérations du Fonds<sup>9</sup>.

Afin d'étayer les informations contenues dans ce rapport, veuillez joindre toute information complémentaire pertinente, y compris toute photographie, rapport d'évaluation et étude menée/publiée.

Lorsqu'elles sont disponibles, les informations contenues dans les résumés des programmes et rapports trimestriels et/ou semestriels et annuels préparés par les organisations participantes peuvent être utiles pour la préparation du rapport final du projet. Ces documents sont disponibles en ligne sur le portail du Bureau MPTF (<http://mptf.undp.org/>) dans les sections dédiées au Fonds/Programme Conjoint.

**Instructions concernant le format du rapport:**

- Le rapport doit comprendre environ 10-15 pages. Veuillez inclure une liste des principales abréviations utilisées dans le rapport.
- Veuillez numéroter toutes les pages, sections et paragraphes, en respectant le format ci-dessous.
- Le rapport doit être soumis au format Times New Roman (12). Nous vous prions de ne pas utiliser de couleurs.
- Le rapport doit être soumis dans un seul et unique fichier Word ou PDF.
- Des annexes peuvent être ajoutées au rapport, mais celles-ci doivent être clairement référencées en note de bas de page.
- Prière de ne pas changer les titres et la numérotation des sections ci-dessous.

---

<sup>9</sup> Dans le cas du Fonds de Consolidation de la Paix (FCP), veuillez indiquer comment le programme est lié aux domaines prioritaires de la Fenêtre pour le relèvement (Peacebuilding Recovery Facility - PRF) du FCP.

## FORMAT DU RAPPORT DESCRIPTIF FINAL

### **RÉSUMÉ**

- Dans ¼ à ½ page, résumez les accomplissements les plus importants du Programme au cours de la période considérée et les éléments clés de votre rapport détaillé ci-dessous. A l'intérieur de ce résumé, veuillez souligner les éléments du rapport que vous considérez comme les plus importants à fin d'être inclus dans le rapport annuel consolidé du Bureau MPTF.

La mission d'évaluation du Département des Affaires Politiques des Nations Unies qui a séjourné en RCA du 29 octobre au 12 novembre 2009 a recommandé l'appui de la communauté internationale pour la préparation et l'organisation de l'élection présidentielle et des élections législatives qui, d'après les dispositions constitutionnelles, devaient se tenir entre le 45<sup>ème</sup> jour et le 90<sup>ème</sup> jour avant le terme du mandat du Président en exercice qui était entré en fonction le 11 juin 2005. A cet effet, la mission a recommandé la mise en place d'un « Basket Fund » géré par le PNUD, et la mise en place d'un projet d'assistance technique auprès de la Commission Electorale Indépendante récemment mise en place par décret présidentiel le 8 octobre 2009. Le décret présidentiel du 24 février 2010 a convoqué le corps électoral pour le dimanche 25 avril 2010. A moins d'un mois de la tenue du premier tour des élections, aucun des partenaires extérieurs n'avait libéré des ressources pour soutenir la préparation et l'organisation des élections.

Le Comité de pilotage mis en place en appui au processus électoral le 22 décembre 2009 sous la Présidence de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RCA, devait décider dans sa session du 17 mars 2010, de mobiliser d'urgence les fonds nécessaires qui permettrait à la CEI d'accélérer la mise en place d'un Centre National de Traitement (CNT) des données électorales, à commencer par le recensement des électeurs, et à la sécurisation des opérations électorales. Le présent projet avait donc pour objectif principal de mobiliser rapidement des ressources pour répondre à ces besoins prioritaires en vue des élections qui devaient initialement se tenir le 25 avril 2010.

### **I. Objectifs**

- Veuillez fournir une brève introduction sur le programme / projet (un paragraphe).
- Indiquer les principaux résultats et leur contribution par rapport aux objectifs du programme par rapport au Plan Prioritaire (projets PRF) et au document du projet (IRF).

Le Document de projet du PBF signé le 21 avril 2010 par le Gouvernement de la RCA, la CEI, le BINUCA et le PNUD prévoyait que le projet contribuerait aux résultats (outcomes) suivants :

- a) Appuyer la CEI dans la sécurisation du processus électoral sur le territoire national ;
- b) Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du Centre National de Traitement (CNT) des données électorales ;
- c) Renforcer les capacités institutionnelles de la CEI sur le terrain.

Afin de contribuer à ces résultats (outcomes), le document de projet prévoyait la réalisation des principaux extrants (outputs) suivants :

- a) Les risques de débordement sont maîtrisés au niveau de chaque circonscription électorale ;
- b) Le CNT est opérationnel ;
- c) Cinq conseillers électoraux sont en activité dans les démembrements de la CEI

## II. Évaluation des résultats du Programme

- Cette section est **la plus importante dans le rapport** et une attention particulière doit être accordée à la présentation des **résultats / et les changements** qui ont eu lieu plutôt qu'aux activités. Elle est composée de trois parties à fin d'aider à capturer ces informations de différentes manières (i. Section descriptive; ii. Évaluation axé sur les indicateurs de performance; iii. Évaluation et Leçons apprises ; et iv. Une illustration narrative spécifique).

### i) **Rapport descriptif des résultats:**

De janvier à décembre 2012, veuillez répondre aux questions d'orientation indiquées ci-dessous pour fournir un compte rendu succinct des résultats obtenus. Le but ici est de raconter **l'histoire du changement** que votre programme (PRF) ou projet (IRF) a atteint sur toute sa durée. Il faudra aussi faire référence au mécanisme de mise en œuvre utilisé ainsi qu'aux partenariats stratégiques.

- **Effets réalisés (outcomes):** Les effets sont les changements stratégiques à plus haut niveau que votre programme vise à contribuer. Veuillez fournir un résumé des progrès accomplis par le programme par rapport aux **résultats prévus dans le Plan Prioritaire et/ou le document de projet**, vis-à-vis l'/les indicateur(s) pertinent(s) référés dans ces documents. Veuillez indiquer si les objectifs finals ont été atteints, ou bien expliquez tout écart dans les résultats obtenus par rapport aux prévisions. Veuillez expliquer la contribution globale au plan prioritaire ou bien aux autres documents stratégiques pertinents, p. ex.: le PMP, les priorités nationales, etc. Veuillez expliquer qui ont été les bénéficiaires principaux. Veuillez souligner tout changement institutionnel et / ou de comportement parmi les bénéficiaires au niveau des résultats.
- **Résultats / Produits (outputs):** Les produits sont les accomplissements les plus immédiats dont votre programme est responsable. Veuillez indiquer les produits principaux obtenus sur toute la durée du programme, par rapport aux résultats prévues **dans le Plan Prioritaire et/ou le document de projet**, en faisant référence à/aux indicateur(s) pertinent (s) dans ces documents. Veuillez indiquer si les objectifs ont été atteints, ou bien expliquer tout écart dans les résultats obtenus par rapport aux prévisions au cours de la période considérée. Si possible, veuillez inclure le nombre de bénéficiaires. Veuillez indiquer comment les résultats obtenus ont contribué à l'atteinte des objectifs et expliquer tout écart dans les contributions actuelles vis-à-vis celles prévues par rapport aux résultats.

Résultat 1 – Appuyer la CEI afin de sécuriser le processus électoral sur le territoire national / Extrait 1 - Les risques de débordement sont maîtrisés au niveau de chaque circonscription électorale.

L'extrait a été réalisé à 100 % contribuant de manière efficace, effective et directe au premier résultat du projet. En effet :

- i. Un comité opérationnel de sécurisation des élections a été mis en place en janvier 2011 sous la présidence du Ministère de la Défense rassemblant toutes les parties prenantes comme suit : les Forces de Défense et de Sécurité (FDS qui comprennent les Forces Armées Centrafricaines, la Gendarmerie nationale, la Police nationale, la Police municipale, les Eaux et Forêts, et les Douanes) , la CEI, la MICOPAX, et l'unité de gestion du PNUD ;
- ii. Un plan opérationnel de sécurisation des élections sur l'ensemble du territoire national a été finalisé et transmis au PNUD le 15 janvier 2011. Ce plan opérationnel, intitulé « Concept d'opérations relatif à la sécurisation des élections générales en République centrafricaine » exposait le contexte, les menaces, les missions, les options d'intervention, les rôles et les responsabilités et, le code de

conduite des FDS et des parties prenantes pour assurer la sécurisation des opérations électorales dans les 105 circonscriptions électorales comprenant 4,618 bureaux du vote sur l'ensemble du territoire ;

- iii. Un plan de décaissement des fonds en trois phases prévoyait (i) un premier décaissement pour assurer la présence physique des FDS une semaine avant, pendant, et une semaine après les opérations du premier tour organisé le 23 janvier 2011 ; (ii) un deuxième décaissement pour assurer la présence physique des FDS, une semaine avant, pendant, et une semaine après les opérations électorales du 2<sup>ème</sup> tour organisé le 27 mars 2011 ; et (iii) un troisième décaissement pour assurer la sécurisation des cérémonies de l'investiture du Président nouvellement élu ;
- iv. Une analyse comparative a été réalisée pour apprécier la pertinence des décaissements prévus par rapport à ceux des élections générales de 2005. Suite à cette analyse, il a été décidé de ne pas financer les frais de fonctionnement du Comité opérationnel de sécurisation des élections, ni les cérémonies d'investiture du Président élu, relevant du budget de l'Etat.

#### Résultat 2 - Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du Centre National de Traitement (CNT) des données électorales / Extrait 2 - Le CNT est opérationnel.

L'extrait 2 a été réalisé à 100 % sous l'appellation alternative de « Centre National des Résultats» (CNT), contribuant de manière pragmatique et adaptée au climat politique du moment, au deuxième résultat du projet. En effet, le CNT a été mis en place le 26 octobre 2010 dans les bureaux de l'Assemblée nationale mis à disposition à cet effet. Le CNT a réceptionné, trié et classé tous les documents récoltés sur le terrain par les Commissaires de la CEI lors de l'opération de recensement qui a débuté le 22 septembre 2010 pour une durée d'un mois. Le CNT a par la suite procédé au dépouillement des résultats du premier et du deuxième tour des élections.

#### Résultat 3 - Renforcer les capacités institutionnelles de la CEI sur le terrain / Extrait 3 - Cinq conseillers électoraux sont en activité dans les démembrements de la CEI

L'extrait 3 a été réalisé à 100 %. Cinq (5) Volontaires de Nations Unies de la mission électorale en Côte d'Ivoire ont été détachés auprès de la CEI pour l'accompagner dans ses opérations sur le terrain à l'occasion du premier tour.

Contribution globale du projet au Cadre de planification stratégique : le projet de manière effective, efficace et directe a contribué au 2<sup>ème</sup> axe prioritaire du cadre de planification stratégique pour la consolidation de la paix en RCA relatif à la Promotion de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de droit.

#### Contribution des partenaires ainsi que leur impact dans l'accomplissement des résultats

Un total de 3, 875 éléments des Forces de Défense et de Sécurité a été déployé dans les 105 circonscriptions électorales qui comprenaient 4,618 bureaux de vote sur l'ensemble du territoire. Elles ont été pourvues de tous les moyens matériels, logistiques et financiers pour assurer leur mission régaliennne (carburant, pièces détachées pour les véhicules, moyens de communication, frais de mission, et kits médicaux). La presse nationale et internationale, et les observateurs internationaux et nationaux ont témoigné du déploiement effectif des FDS dans les 105 circonscriptions électorales où elles ont évité tout débordement assurant de manière discrète mais effective la sécurité avant, pendant et après des opérations de vote. Les deux tours des élections se sont déroulés sans aucun incident de sécurité significatif ce qui a permis le déroulement paisible des scrutins du point de vue sécuritaire.

La CEI a déployé 31 commissaires sur le terrain à l'occasion de l'opération de recensement, du premier tour et du deuxième tour. La CEI a également recruté 15,000 agents recenseurs à l'occasion des opérations

de recensement, et 200 opérateurs pour les opérations de dépouillement du recensement, du premier et du second tour.

#### Impact catalyseur du financement fourni par le MPTF/JP :

Avec le préinvestissement du PNUD qui a servi de décembre 2009 à août 2010 à appuyer la CEI dans son fonctionnement étant donné sa création récente, on peut considérer que le financement fourni par le MPTF/JP a eu un effet catalyseur pour la mobilisation additionnelle d'autres partenaires techniques et financiers. En effet le financement du MPTF/JP a été débloqué dès le 26 avril 2011. Par la suite, le PNUD a géré un « Basket Fund » de 13, 253,235 USD (y compris la contribution du MPTF/JP) en appui aux élections de 2010 – 2011. Les contributions additionnelles totalisant 11, 753, 235 USD ont pu être mobilisées auprès de 8 partenaires financiers, entre le 19 août 2010 et le 8 février 2011.

- **Évaluation qualitative:** Veuillez fournir une appréciation qualitative de l'état d'avancement global du programme, sa contribution à l'atteinte des résultats a même d'adresser les causes principales du conflit. Apprécier les contributions du projet aux indicateurs respectifs du Plan Prioritaire. Faire ressortir des partenariats clés et expliquer comment ces relations ont eu un impact sur l'atteinte des résultats. Veuillez expliquer les questions transversales que vous considérez pertinentes pour les résultats présentés. Enfin décrire les Effets catalytiques en termes de processus ou de mobilisation de fonds supplémentaires?

Aucune évaluation du projet n'a été faite comme telle. Toutefois, tous les projets financés par le PBF et gérés par le PNUD ont été audités du 15 août au 15 septembre 2012, dont le projet PBF/CAF/A4 qui a obtenu un avis de conformité aux règles et procédures du PNUD pour les 3 domaines audités (certification des dépenses, des matériels et équipements sans aucune réserve).

Le premier partenaire d'exécution du projet est la Commission Electorale Indépendante (CEI), qui d'après les dispositions du Code Electoral en vigueur à l'époque était composée de 31 membres, de 6 commissions techniques, de 71 comités locaux sous-préfectoraux et de 8 comités d'arrondissement à Bangui. La CEI est chargée en liaison avec le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de la préparation, organisation et supervision des élections présidentielle, législatives, régionales et municipales, de même que des consultations référendaires.

Le second partenaire d'exécution est la Ministère de l'Administration du Territoire, qui d'après le Code Electoral en vigueur, la CEI est chargée en liaison avec le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de la préparation, organisation et supervision des élections présidentielle, législatives, régionales et municipales, de même que des consultations référendaires.

Le troisième partenaire d'exécution est le Ministère de la Défense qui a coordonné la préparation et la mise en œuvre du Plan de Sécurisation des opérations électorales en étroite coopération avec la MICOPAX.

## ii) Évaluation axé sur les Indicateurs de Performance

En utilisant le **Cadre de Résultats du Document de Projet / PTA** – veuillez donner des détails sur la réalisation des indicateurs au niveau des effets réalisés, résultats atteints et produits dans le tableau ci-dessous. Lorsqu'il n'a pas été possible de recueillir des données sur les indicateurs, veuillez bien expliquer le pourquoi.

	<b>Indicateurs <u>atteints</u></b> <b>(Cumule sur la période de financement)</b>	<b>Raisons d'éventuel(s) écart(s)</b>	<b>Source de vérification</b>
<b>Effets réalisés 1<sup>10</sup></b> Les élections 2010 se déroulent dans la paix, les résultats sont acceptés de tous et les nouvelles institutions de la République sont installées  <b>Indicateur:</b> <b>Indicateur de référence:</b> <b>Indicateur cible:</b>	Les élections sont organisées en deux tours et les institutions républicaines installées à l'issue du processus électoral, dans la paix et la sécurité.		Rapport d'activités de la CEI
<b>Résultats / Produit 1.1</b> Les risques de débordement sont maîtrisés au niveau de chaque circonscription électorale <b>Indicateur 1.1.1</b> Chaque Comité local de la CEI est sécurisé <b>Indicateur de référence: ND</b> <b>Indicateur cible: ND</b>	L'objectif d'appuyer la CEI dans la sécurisation du processus électoral sur le territoire national a été atteint		Rapports du Comité Local de la CEI, Rapports de mission et d'évaluation
<b>Résultats / Produit 2.1</b> Le Centre National de Traitement est opérationnel <b>Indicateur 2.1.1</b> Les données électorales sont traitées à temps <b>Indicateur de référence: ND</b> <b>Indicateur cible: ND</b>	L'objectif de renforcer les capacités institutionnelles et techniques du CNT a été atteint		Rapport d'activités de la CEI
<b>Résultats / Produit 3.1</b>	L'objectif de renforcer les capacités institutionnelles de la CEI sur le terrain a été atteint.		Rapport d'activités de la CEI

<sup>10</sup> Note: Les effets, résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu'ils apparaissent sur le document du projet/Plan Prioritaire ou PMP** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements cumulés par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.



<p>Cinq conseillers électoraux sont en activité dans les démembrements de la CEI</p> <p><b>Indicateur 3.1.1</b> Les comités locaux de la CEI bénéficient d'une assistance technique appropriée en matière électorale</p> <p><b>Indicateur de référence: ND</b> <b>Indicateur cible: ND</b></p>			
--	--	--	--

### iii) Évaluation, Meilleures Pratiques et Leçons apprises

- Veuillez fournir des détails sur les évaluations ou études éventuelles menées dans le cadre du programme et indiquer comment ils ont été utilisés au cours de la mise en œuvre du programme. Y a-t-il eu une évaluation finale du projet et quelles sont les principales conclusions? Le cas échéant, fournir les raisons pour lesquelles aucune évaluation du programme n'a pas encore été effectuée.
- Veuillez expliquer, le cas échéant, les défis confrontés tels que des retards dans l'exécution du programme, et la nature des contraintes comme les modalités de gestion, ressources humaines, etc. Quelles mesures ont été prises pour les atténuer? Comment tels défis et/ou actions ont affecté à la réalisation de l'ensemble des résultats? Y a-t-il eu des risques identifiés lors de la conception du projet qui se sont matérialisés ou des risques imprévus qui sont apparus par la suite?

Les défis principaux rencontrés dans la mise en œuvre du projet sont relatifs à l'absence d'un secrétariat technique permanent qui aurait pu, entre deux échéances électorales, commencer à préparer les scrutins avec une capacité institutionnelle technique et logistique. La convocation du corps électoral pour le premier tour des élections générales a été fixée initialement le dimanche 25 avril 2010. En raison de l'absence d'un consensus politique et de la nature provisoire de la CEI constituée à la veille de l'échéance électorale, le scrutin a dû être reporté d'abord au dimanche 16 mai, puis au dimanche 23 janvier 2011, après la promulgation de la loi constitutionnelle du 11 mai 2010.

- Indiquer les leçons apprises principales et les meilleures pratiques qui faciliteraient la conception et la mise en œuvre future de programmes, y compris les questions liées aux modalités de gestion, ressources humaines, ressources, etc. Veillez également inclure des expériences d'échec, qui sont souvent la source la plus riche des leçons apprises.

Les leçons apprises ont été partagées au fur et à mesure de l'avancée du processus aux membres du Comité de pilotage, mis en place le 22 décembre 2009 et qui s'est réuni 28 fois en séance régulière et extraordinaire. Les leçons apprises du premier tour ont été consolidées dans le rapport du premier tour des élections générales distribué au gouvernement de la RCA, au BINUCA, et aux partenaires techniques et financiers le 18 mai 2011. Elles ont été intégrées dans les opérations du 2<sup>ème</sup> tour. Les leçons apprises de l'appui au processus électoral ont été consolidées dans le rapport final distribué au gouvernement de la RCA, au BINUCA et aux partenaires techniques et financiers le 17 août et le 20 août 2012. Parmi ces leçons apprises on peut notamment citer :

- i. Le vide institutionnel laissé par la CEMI en 2005, qui a rendu les opérations électorales de 2010-2011 extrêmement difficiles. Afin d'éviter les mêmes écueils pour le prochain processus électoral, un Secrétariat Technique Permanent (STP) pourrait être mis en place. Il s'agirait d'une structure technique permanente devrait servir de mémoire institutionnelle pour les opérations électorales. Sa mise en place avait été prévue dans le document de projet signé le 16 août 2010, mais n'a pu se matérialiser. L'une des activités préalables à cette mise en place a été le voyage d'études (organisé du 3 octobre au 4 novembre 2011) qui a permis à la contrepartie nationale de s'informer des options et des expériences offertes par le Ghana, le Bénin, le Cameroun, le Québec et le Sénégal sur le fonctionnement des structures permanentes de gestion des élections.
- ii. Le Centre National de Traitement (CNT) était une structure technique que le document de projet signé en août 2010 avait prévu de mettre en place pour la pérennité des données électorales. Cet outil de travail technique devrait assurer la gestion, l'exploitation et le traitement de toutes les ressources informatiques et informations digitalisées des opérations électorales. Le CNT n'a jamais pu être mis en place sur une base institutionnelle en raison de suspicions diverses, et a été renommé pour la durée des

élections 2010 – 2011, « Centre de Traitement des Résultats ». Il est donc recommandé que la RCA s'équipe d'un tel Centre informatique afin d'éviter dans le futur les difficultés rencontrées avec les listes électorales de 2005 qui ont été retrouvées désorganisées et incomplètes.

- iii. Le Code électoral de 2009 semble avoir été établi suivant les recommandations du DPI de décembre 2008. Au-delà de la nécessité d'y intégrer des nouvelles structures pérennes (comme par exemple, le STP et le CNT), ce Code Electoral ne comportait pas de mesures d'application et a favorisé plusieurs écueils (par exemple : la composition de la CEI, le profil de ses membres, le caractère provisoire de la CEI à mettre en place tous les 5 ans, la durée de l'affichage des listes électorales, l'informatisation des listes électorales, la déclaration des candidatures, le retrait des candidatures entre les deux tours, etc...). La relecture de ce Code Electoral est donc recommandée. Un premier atelier de concertation a été organisé à cet effet par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation du 15 au 17 décembre 2011.

### iii) Une illustration narrative spécifique

- Donner un exemple plus détaillé d'un projet qui contribuait avec réussite au processus de la consolidation de la paix. Présenter les changements les plus remarquables atteints au niveau de la perception ou des attitudes des groupes cibles préalablement impliqués dans le conflit?
- L'inclusion des pièces justificatives, y compris des photos avec des légendes, des informations plus détaillées, etc., est fortement encouragée. Le Bureau MPTF choisira des exemples et des photos qui seront publiés dans le rapport annuel global, le site web et le Bulletin du Bureau MPTF.

**Dynamique de conflits adressés:** Veuillez décrire le problème spécifique ou défi à confronter par le sujet de votre exemple.

Il s'agit d'un appui à la Commission Electorale Indépendante (CEI) de la RCA en vue de l'organisation d'élections libres, transparentes, crédibles et inclusives. Cette assistance technique et financière qui s'inscrit dans le cadre d'un processus électoral pérenne, vise à renforcer les capacités de la CEI et de l'administration électorale Centrafricaine, leur permettant ainsi de conduire de manière efficiente un processus électoral conforme aux standards internationaux, dans un cadre sécurisé.

**Interventions du projet:** Comment le problème ou défis a-t-il été adressé à travers les interventions du programme ? Quel fut le changement attendu ? (soyez aussi précis que possible)

Le principal résultat du projet (organisation d'élections libres, transparentes, crédibles et inclusives) a été atteint grâce à la mobilisation et participation active de tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.

**Résultat:** Veuillez décrire le changement observable qui a eu lieu à ce jour suite aux interventions du programme. Par exemple, comment la communauté a vécu le changement ou comment le gouvernement a réussi à mieux même faire face au problème initial ? Comment les interventions ont adressé les causes de conflit.

Les élections générales de 2011 et les institutions républicaines qui y sont issues ont contribué au renforcement de la démocratie, de la sécurité et de la lutte contre la pauvreté en République Centrafricaine.